

Yverdon/Lugano/Zurich, le 17 mai 2013

Les Etats d'Amérique proposent des scénarios pour sortir de la prohibition des drogues

Une majorité d'observateurs s'accordent désormais sur l'échec des politiques de prohibition des drogues. Un pas supplémentaire a été franchi aujourd'hui par l'Organisation des Etats Américains (OEA), qui vient de publier un rapport évoquant sans ambages la réglementation des drogues comme un scénario plausible pour sortir de l'impasse actuelle. Alors que les Etats-Unis portaient à bout de bras la doctrine de la « guerre à la drogue », ils se retrouvent contraints d'assouplir leurs positions. Un tabou est brisé sur le plan international. Qu'en sera-t-il en Suisse ?

L'OEA, qui regroupe 35 Etats indépendants du continent américain, a mené une étude approfondie sur le marché de la drogue et les conséquences de la prohibition, mandatant plusieurs experts internationaux et décideurs pour esquisser des solutions d'avenir à cette problématique socio-sanitaire. Un constat unanime est à la base de ce travail de fond : la « Guerre contre la drogue » proclamée il y a 40 ans par le président Richard Nixon est un échec cuisant. Cette politique a englouti des sommes faramineuses pour ne donner aucun résultat sur le terrain, si ce n'est de stigmatiser et discriminer les toxicomanes, entravant ainsi leur accès aux services de prévention, de soin et de traitement. Pour sortir de cette impasse, il est grand temps de songer à d'autres modèles que celui encore en vigueur en Europe notamment.

Ce rapport de l'OEA revêt une importance capitale de par son poids politique : jamais ces positions pragmatiques n'avaient été portées en si haut lieu, par un si grand nombre d'Etats. Mais ses conclusions ne tombent pas du ciel ; elles s'inscrivent dans le débat sur les alternatives à la prohibition, lequel progresse déjà à l'échelon régional et national. De nombreux anciens responsables se sont prononcés pour un changement de paradigme (Bill Clinton, Jimmy Carter, Fernando Cardoso, Kofi Annan, etc.). C'est aujourd'hui au tour des chefs d'Etat en exercice de tirer les mêmes conclusions que leurs aînés.

Outre-Sarine, les villes de Zurich et Bâle ont voté pour règlementer le commerce de cannabis. D'autres villes suisses réfléchissent à la possibilité d'expérimenter de nouveaux modes de régulation. La Confédération reste cependant encore très frileuse sur la question. Même si des personnalités de premier plan expriment désormais leurs doutes sur la pertinence de l'approche répressive, les pouvoirs publics s'y accrochent encore, à contre-courant des réflexions portées désormais sur le plan international. Ceci pourrait changer et les Etats du continent américain se mobilisent pour un changement de paradigme au niveau international. Ils ont demandé et obtenu une assemblée générale de l'ONU consacrée à ce thème, agendée en 2016. A cette occasion, des alternatives seront discutées pour trouver des solutions qui augmentent la sécurité dans les rues, coûtent moins cher et protègent mieux les consommateurs et la population.

Les associations des professionnels des addictions saluent le rapport de l'OEA pour sa portée : il fait avancer la reconnaissance politique d'une vision que partagent les professionnels des addictions, et ouvre un débat crucial que les collectivités publiques ne pourront, à terme, plus se permettre d'ignorer.

Contact :

Jean-Félix Savary, secrétaire général, GREAA, 079 345 73 19, www.grea.ch